

**Zeitschrift:** Actes de la Société jurassienne d'émulation  
**Band:** 57 (1953)

**Artikel:** Patriotes mayençais dans le mont-terrible en 1793  
**Autor:** Joachim, Jules  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-558709>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 13.10.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Patriotes Mayençais

## dans le Mont-Terrible en 1793

PAR JULES JOACHIM

Qu'un authentique Mayençais, sujet de l'archevêque-électeur Frédéric-Charles d'Erthal, alors en guerre avec la France, ait en 1793 commandé les troupes françaises chargées de défendre le département du Mont-Terrible contre les Impériaux, voilà ce qu'aujourd'hui nous avons peine à admettre. Les contemporains cependant ne paraissent pas s'être étonnés d'une situation aussi singulière, et aucun de ceux dont le témoignage a été conservé et publié ne prend la peine de la signaler. Seul, je crois, l'émissaire bernois Bischof, dans une des lettres si intéressantes qu'il adressait à son gouvernement, mentionne à la date du 24 août 1793 le remplacement du général de Vieusseux par « Eickmeyer, Mayençais »<sup>1</sup>. Mais ni Guélat, ni Verdat, ni Cléménçon ne prononcent même son nom, et les historiens modernes imitent souvent leur discrétion<sup>2</sup>. Le fait qu'Eickemeyer, après un bref séjour à son quartier-général de Delémont, ait reçu le commandement en chef des troupes de Belfort, a attiré sur lui ma curiosité. La lecture de ses Mémoires<sup>3</sup> me permet d'apporter ici une minuscule contribution à l'histoire du Jura pendant la Révolution française.

Jean-Marie-Rodolphe Eickemeyer était né à Mayence le 11 mars 1753. Suivant l'exemple de son père, capitaine dans l'armée de son souverain, il devint, ses études achevées, enseigne d'artillerie en 1770, puis passa dans l'arme du génie. Il était lieutenant quand, au début de 1775, il partit pour Paris où il resta dix-huit mois à étudier la physique, la chimie, l'histoire naturelle ; puis il visita le nord de la France, les Pays-Bas et l'Angleterre, où il passa tout son hiver, et rentra à Mayence après une absence de deux ans et demi. Il avait, au cours de ses voyages, complété sa formation scientifique, mais surtout il s'était épris d'admiration pour les doctrines que, des deux côtés de la Manche, enseignaient les philosophes, et il revenait en Alle-

magne partisan résolu de l'*Aufklärung*. Poursuivant sa carrière militaire, il servit en 1790-1791 dans les troupes de l'Empire faisant la guerre aux insurgés du pays de Liège, et nous le trouvons en 1792 ingénieur lieutenant-colonel, en même temps que professeur de mathématiques à l'Université de Mayence et directeur du service des eaux dans l'électorat et dans l'évêché de Worms<sup>4</sup>. Il caressait la perspective d'une rapide promotion au grade de général quand l'armée française du général Custine envahit brusquement les territoires allemands de la rive gauche du Rhin. Spire, Worms tombèrent sans difficulté, et Custine parut devant Mayence d'où l'électeur et son entourage s'étaient enfuis précipitamment. La panique avait gagné les chefs de l'armée du prince, et lorsque le 21 octobre Custine somma la place de se rendre, tous les généraux optèrent pour la reddition, Eickemeyer se prononçant seul pour la résistance. Sa parfaite connaissance du français le fit désigner pour se rendre auprès de Custine et apprendre de lui les conditions de la capitulation, dont il fut le lendemain un des signataires.

Dès lors il eut fréquemment l'occasion de s'entretenir avec Custine. Constatant que leurs idées étaient les mêmes, entraîné par le mouvement des nombreux Mayençais favorables à la révolution, et d'autre part écœuré par l'incapacité et la lâcheté des autorités déchues de l'Electorat, il prêta l'oreille aux offres du général français qui lui proposait de prendre du service sous ses ordres. Rien dans les lois de son pays ne le lui interdisant, il notifia sa décision à l'électeur et prit rang dans l'armée française. Le 15 mai 1793, il devint général de brigade et continua la campagne avec Custine.

La perte des pays rhénans en 1793 l'amena en Alsace où il fut affecté à la Division du Haut-Rhin, commandée par le général Falk. Elle était chargée spécialement de surveiller et de fortifier les passages qui de Suisse pouvaient donner accès dans l'ancien évêché de Bâle devenu département du Mont-Terrible ou Schreckensberg. Son quartier-général était à Huningue. Mais bientôt Falk fut destitué, et il ne resta dans la Division que deux généraux, Eickemeyer à Huningue et Vieusseux qui commandait dans le Mont-Terrible et résidait à Delémont. Ce dernier, plus ancien en grade, devait recueillir la succession de Falk ; mais lorsqu'Eickemeyer se présenta pour le relever, il fut assez mal reçu. Vieusseux était proche parent de l'ancien ministre de la guerre Servan, qui avait fait partie en 1792 du ministère girondin et s'était fortement compromis aux yeux des Montagnards alors au pouvoir. Il craignait donc que cette parenté ne le rendît lui-même suspect. Et comme il était marié à une Suissesse, que son quartier-

général de Delémont n'était pas éloigné de la frontière, il y gardait, au cas d'une disgrâce ou d'une mise en accusation, la possibilité de se réfugier avec sa jeune femme en pays neutre. Il lui fallut pourtant obéir et quitter le Mont-Terrible, mais plein d'un mécontentement dont son successeur fut la victime.

L'effectif des troupes cantonnées dans le Mont-Terrible à l'arrivée d'Eickemeyer était de trois bataillons d'infanterie et un escadron de chasseurs. Vieusseux s'empressa d'en distraire quatre compagnies d'infanterie et quelques trente chasseurs, puis ayant quitté Delémont, il ne cessa dans toutes ses lettres de reprocher à son successeur de rester tranquille spectateur des événements, alors qu'un soulèvement venait d'éclater dans le pays. A quoi Eickemeyer fait remarquer que ce soulèvement avait déjà commencé avant sa prise de commandement, et que Vieusseux non seulement n'avait rien fait pour prévenir le mal, mais lui avait enlevé à lui-même les moyens d'y mettre un terme. Rappelons brièvement de quoi il s'agissait.

S'il est un fait bien établi, c'est que l'intervention française dans les Etats du prince-évêque de Bâle et surtout leur annexion n'avaient été désirées ni par la population du pays, ni par le gouvernement français. Une poignée d'agitateurs, à la tête desquels étaient Rengguer et ses amis, avait eu raison et de la réserve de Paris et des résistances du Jura. A la population on avait fait mille belles promesses de liberté et de bonheur, et l'on sait comment les jacobins les avaient trop souvent tenues. La tyrannie des clubs, les luttes religieuses surtout, provoquées par la constitution civile du clergé, la crise économique et financière, la guerre enfin, avaient profondément mécontenté la masse du peuple, que travaillaient d'ailleurs les agents des émigrés et des Autrichiens, à travers une frontière toute voisine et très perméable. N'annonçait-on pas à chaque instant l'arrivée imminente d'une armée impériale pour qui ce serait un jeu de bousculer quelques bataillons de volontaires mal commandés, mal armés et totalement indisciplinés ? L'attente de cette intervention explique le coup de tête d'une partie des jeunes gens de la Vallée de Delémont atteints par la loi de réquisition qui les obligeait à s'enrôler dans les bataillons du Mont-Terrible en formation : ils refusèrent d'obéir et se réfugièrent dans les montagnes.

L'incident est connu, d'abord par les Mémoires de divers contemporains, puis par les récits des historiens, qui s'en sont presque exclusivement inspirés<sup>5</sup>. Il resterait à en faire une étude critique, car ils diffèrent sensiblement dans le détail des faits rapportés, et surtout

leur documentation reste unilatérale, ne faisant entendre que la voix des partisans des insurgés, mais jamais celle de leurs adversaires. Ver-  
sons donc au débat le récit d'Eickemeyer, qui permettra des compa-  
raisons utiles <sup>6</sup>.

Voilà donc les jeunes gens de divers villages de la Vallée qui  
quittent en secret leur demeure et vont se réunir sur le Mont, au sud  
de Courfaivre et de Courtételle, non loin de la métairie des Py, et  
à proximité de la frontière de la Prévôté. Ils y avaient établi un  
camp.

« Pour obtenir des renseignements certains sur les conditions où  
se trouvait ce camp, écrit Eickemeyer, j'avais gagné quelques anciens  
soldats de la garde suisse en France, qui s'étaient enrôlés chez les  
insurgés. Par eux j'appris que le nombre de ces derniers dépassait 700  
et augmentait chaque jour ; que des vivres leur étaient amenés pen-  
dant la nuit par les paysans des environs ; que plus de 500 d'entre eux  
étaient pourvus de mousquets envoyés par les Autrichiens ; qu'ils  
étaient exercés au maniement des armes par des officiers français  
émigrés qui se tenaient dans les villages suisses du voisinage. Enfin  
personne ne doutait de l'arrivée prochaine des Autrichiens s'avancant  
par Bâle pour envahir le territoire français ; alors ces jeunes recrues  
feraient cause commune avec eux, et les habitants de l'évêché de Bâle  
se soulèveraient en masse.

« En de pareilles circonstances, il n'y avait pas de temps à perdre.  
Le jour même je me mis d'accord avec le commissaire du gouverne-  
ment et le lendemain matin nous prîmes les mesures suivantes :

« Il y avait à Delémont deux compagnies d'infanterie et un déta-  
chement de chasseurs. Les deux autres compagnies se trouvaient par-  
tagées entre deux localités éloignées de quelques lieues, l'une vers Bâle,  
l'autre à Porrentruy. J'étais logé au château de l'évêque, où se trou-  
vaient aussi la boulangerie et les voitures. Vers le soir, quelque seize  
fonctionnaires municipaux ou autres furent mandés au château, et ils  
reçurent l'ordre de se rendre secrètement, en deux groupes, au canton-  
nement des deux compagnies. Deux voitures couvertes étaient prépa-  
rées pour eux. Chacun reçut un pli cacheté qu'il ne devait ouvrir qu'à  
l'arrivée au cantonnement et en présence des commandants des com-  
pagnies. En même temps des ordres avaient été portés à ces derniers  
par des ordonnances. L'emploi des voitures qui amenaient habituelle-  
ment les vivres des troupes garantissait contre tout soupçon, et tous  
arrivèrent sans être remarqués au lieu qui leur était désigné, sauf un,  
qui ne devait pas avoir la conscience tranquille, se perdit en route et  
émigra. Les plis cachetés ordonnaient à leur porteur de se rendre avec

une escorte militaire dans une commune désignée. Accompagné par le maire, il devait y arrêter tous les chefs de famille et les veuves dont les fils appelés au service militaire ne se trouvaient pas à la maison paternelle, et les faire conduire à Delémont comme otages.

« Au milieu de la nuit, je partis moi-même avec les deux compagnies et un faible détachement de chasseurs. Une demi-heure avant la pointe du jour, nous arrivâmes près du camp des jeunes rebelles, et fûmes reçus par une salve de mousqueterie, mais tirée à une telle distance qu'elle ne pouvait être d'aucun effet. Toute la troupe prit la fuite vers la forêt voisine située sur territoire suisse, où plusieurs jetèrent leurs fusils. Mon dessein n'était pas de poursuivre les fuyards et de les faire prisonniers ; dans ce cas, en effet, j'aurais dû les traduire devant un conseil de guerre. Dans une métairie située au voisinage du camp, nous trouvâmes quelques approvisionnements en bière, eau-de-vie, viande fumée et autres denrées que nos soldats ne laissèrent pas à l'abandon. On emporta quelques tonneaux remplis de cartouches, quarante et quelques mousquets et un drapeau. Le camp, formé de huttes, fut incendié.

« Lorsqu'après-midi je revins à Delémont, près de deux cents pères et mères de famille y étaient déjà arrivés et étaient incarcérés. Ils furent aussitôt rassemblés dans la cour du château, où je leur expliquai que leurs fils étaient passibles de la peine de mort ou du bannissement perpétuel hors de leur pays s'ils ne revenaient immédiatement au devoir. J'ajoutai la promesse qu'eux-mêmes seraient élargis dès que leurs fils se présenteraient. Les pauvres gens qui s'attendaient à quelque chose de bien pire, firent toutes les promesses, et le même soir quelques hommes de chaque commune furent libérés pour exhorter au retour les égarés. Dès le lendemain matin plusieurs arrivèrent. Je gagnai leur confiance, et avant que huit jours se soient écoulés, ils s'étaient présentés si nombreux que j'avais pu entreprendre d'organiser un Bataillon. Le droit d'élire eux-mêmes leurs chefs, pris parmi eux, leur plut, et on se mit à l'œuvre avec entrain. »

Tels furent, racontés par celui qui en avait dirigé la répression, les événements auxquels on a voulu, avec une forte dose d'exagération, donner le nom de *Vendée rauracienne*. Que faut-il penser de ce récit ?

Notons d'abord qu'il est le seul dont l'auteur ait été personnellement témoin des faits qu'il rapporte. Verdat, à Delémont, n'a rien vu de l'expédition du 27 août ; Cléménçon à Miécourt, Guélat à Porrentruy, Bischof à Bellelay ou aux environs, n'en ont eu que des échos, souvent amplifiés ou dénaturés. D'autre part Eickemeyer écrivait après son retour définitif en Allemagne, en un temps où les passions

s'étaient calmées et où il n'avait personnellement aucun intérêt à travestir la vérité. Que sa mémoire l'ait parfois trahi, c'est possible, et nous laissons à d'autres le soin d'en décider, après exploration plus complète de fonds d'archives comme celles des ministères de la guerre de Paris et de Vienne. Quel fut, par exemple, le nombre des insurgés qui varie, suivant les auteurs, de 320 à un millier ou davantage, et qu'Eickemeyer estime à plus de 700 ? Quel était leur armement ? Bischof écrit le 24 août que « tous sont bien armés et pourvus de munitions », et le 28, sans doute pour excuser leur défaite, qu'ils ont dû se retirer « faute de munitions ». Tandis que d'autres leur attribuent 118 mauvais fusils, Eickemeyer dit au contraire que plus de 500 possédaient des armes de provenance autrichienne, et qu'il a rapporté 40 mousquets avec plusieurs tonneaux remplis de cartouches. Mêmes divergences quant aux forces des assaillants : deux compagnies et quelques chasseurs, d'après le général, qui pouvait difficilement disposer d'une troupe plus nombreuse depuis les prélèvements opérés par Vieusseux ; quatre bataillons, affirment les historiens, tandis que Cléménçon montre la Vallée « inondée de volontaires français », auxquels Verdat octroie généreusement deux canons.

Bischof et Cléménçon disent que le combat commença vers deux heures du matin, ce qui correspond à peu près au récit d'Eickemeyer, mais Guélat en place le début à 5 heures, et d'après Verdat les chemins barricadés à mi-côte par des abattis d'arbres ayant obligé les assaillants à retourner pour prendre une autre route, l'effet de surprise fut manqué, et ils n'arrivèrent en haut que « bien avant dans la journée ». Eickemeyer borne le combat à une vaine décharge de mousqueterie ; Guélat dit de même que les réfugiés firent feu sur l'avant-garde, mais que craignant d'être tournés par la cavalerie, ils se retirèrent jusqu'au sommet du Mont, en tirillant toujours derrière les rochers. Le combat cessa vers 5 heures du matin et les jeunes gens se retirèrent faute de munitions, d'après Bischof, alors que Cléménçon les montre, après un combat de quelques heures, s'enfuyant tout effrayés et se sauvant à la faveur des forêts. Guélat au contraire prolonge leur résistance jusqu'après midi, et Daucourt jusqu'à 5 heures du soir. Ils n'auraient eu d'ailleurs, d'un avis unanime, ni tués ni blessés, tandis que les Français auraient perdu plusieurs tués d'après Bischof, une douzaine d'après Verdat, et un grand nombre de blessés, ce dont Eickemeyer ne dit rien.

Mais ces divergences, et d'autres encore que nous ne pouvons signaler ici, ne sont pas essentielles. L'intérêt véritable des récits de l'affaire du 27 août réside pour nous dans l'opposition irréductible

entre l'état d'esprit d'Eickemeyer et celui de la population. Le général a certainement agi avec d'excellentes intentions, et son but a été de mettre fin à la crise le plus vite et le plus humainement possible. N'oublions pas qu'à ses yeux de commandant d'une troupe française, les jeunes gens du Mont étaient non seulement des insoumis refusant d'obéir en temps de guerre à un ordre de mobilisation, mais des rebelles se rassemblant en armes pour faire cause commune avec l'ennemi en combattant les armées de la République. Pris, ils étaient passibles de la cour martiale ; réfugiés en Suisse, ils étaient inscrits sur la liste des émigrés, et on sait ce que, dans l'un et l'autre cas, cela signifiait en 1793. Voulant à tout prix éviter cette extrémité, il le dit lui-même, Eickemeyer décida de faire revenir les rebelles et d'obtenir leur soumission à la loi de réquisition en oubliant le mauvais cas dans lequel ils s'étaient fourvoyés. Pour y arriver il ne vit d'autre moyen que l'arrestation et l'internement de leurs parents au couvent des Ursulines jusqu'au retour des jeunes gens, et il réussit. Une partie d'entre eux revint presque aussitôt, et le ralliement fut à peu près complet après que les derniers fugitifs du Mont, réfugiés à Montsevelier, se virent abandonnés complètement par les émigrés et les Autrichiens qui les avaient poussés dans cette équipée sans issue. Quelques-uns allèrent s'enrôler dans l'armée de Condé, et la prétendue Vendée rauracienne fit une seule victime, Georges Roll, de Courfaivre, ancien garde suisse, qui avait été choisi comme chef par les révoltés de la Vallée. Il avait refusé de se soumettre, était revenu et le 24 novembre, dans une auberge de Courtételle, il avait commis l'imprudence de se vanter d'avoir commandé les contre-révolutionnaires sur le Mont, en déclarant qu'il recommencerait avec plaisir. Arrêté, jugé aussitôt à Delémont, il fut condamné à mort et guillotiné le 17.

Mais si l'expédition d'Eickemeyer nous semble avoir été conduite avec autant d'humanité que peut l'être une opération de guerre, elle n'en fut pas moins considérée par les habitants comme un acte d'intolérable violence commis par les « scélérats français », et Verdat, par exemple, émaille son récit d'exclamations indignées : « Voilà la liberté et leurs belles promesses !... Voilà un bel exploit pour la République de France !... Quelle misère !... Voilà la justice... ! » L'arrestation des parents des rebelles avant l'attaque du camp est racontée comme un acte de vengeance commis après l'expédition par les soldats furieux d'avoir vu leur proie échapper à leur poursuite. Qu'à cette arrestation on n'ait pas apporté toujours beaucoup de douceur, c'est probable. Que d'autre part la troupe se soit réjouie de l'aubaine inattendue que lui offraient des métairies vides de leurs occupants, qu'elle y ait enlevé



les 52 meules de fromage dont parle Guélat, décroché des cheminées les réserves de viande fumée et bu à son aise bière et eau-de-vie, Eickemeyer le reconnaît ; il n'aurait sans doute pu l'empêcher. Mais tous ces détails ne font que révéler l'hostilité qui opposait aux occupants la grande masse de la population, et souligner l'erreur commise par le gouvernement français en cédant aux sollicitations et aux intrigues des révolutionnaires jurassiens et de leurs amis parisiens.

Le calme revenu dans la Vallée et aucune attaque autrichienne ne se dessinant vers Bâle, Eickemeyer put s'occuper activement de l'organisation de son nouveau bataillon du Mont-Terrible. Il avait fait venir à Delémont sa femme restée jusque-là en Alsace, et lorsque le Dellois Schérer, qu'on venait de lui envoyer comme adjudant-général, lui demanda l'autorisation d'amener avec lui une amie qu'il avait connue en Hollande, il y consentit volontiers, le château étant assez vaste pour abriter bien des familles. L'amie de Schérer était d'une agréable compagnie, et comme l'horizon politique paraissait alors fort sombre, Eickemeyer n'avait qu'un désir, celui de rester à Delémont jusqu'après la fin de la tourmente. Ce bonheur ne devait pas lui être accordé, car brusquement son commandement dans le Mont-Terrible prit fin, en des conditions qu'il a contées dans ses Mémoires<sup>7</sup>. L'histoire vaut d'être reproduite à son tour.

« A peine avais-je réprimé le soulèvement dans le département qui m'était confié et achevé l'organisation du bataillon, qu'à la tribune de la Société populaire de Besançon on vint dénoncer bruyamment les périls qui là-bas (dans le Mont-Terrible) menaçaient la République. On n'oublia pas, suivant la mode du temps, d'accuser le général d'intelligence avec l'ennemi. Deux députés à la Convention, Bernard de Saintes et Bassal, le premier avocat, le second ci-devant prêtre, tous deux zélés partisans du régime de la terreur, étaient arrivés à Besançon. Instruits du danger qui menaçait, ils me nommèrent un successeur dans mon commandement et envoyèrent deux commissaires avec ordre de m'arrêter et de me faire conduire à Besançon. J'eus par la suite l'occasion de faire leur connaissance à tous deux. L'un, l'acteur connu Rodé, était un homme modéré et droit. L'autre, nommé Mantar, frère de l'auteur d'un ouvrage apprécié sur la fortification, était un rimailleur orgueilleux et fantasque, qui ne reculait devant rien pour jouer un rôle.

« Les bruits dont ces deux hommes eurent l'écho à leur arrivée à Porrentruy et les renseignements qu'ils y recueillirent n'étaient pas de nature à les engager à poursuivre sans plus la mission dont ils étaient chargés. Il n'y avait qu'une voix sur l'heureux succès des

mesures prises par moi. Partout régnait la tranquillité. Le bataillon nouvellement formé était parti la veille pour l'Alsace où il devait être équipé et exercé. Les habitants du pays montraient de nouveau quelque attachement envers un État pour la défense duquel leurs fils avaient prêté serment sur le drapeau. Toutes les autorités supérieures exprimaient leur désir de me conserver encore dans le département, car elles avaient pleine confiance en moi.

« Un exprès fut envoyé à Besançon et me rapporta une lettre des deux conventionnels, m'ordonnant de me rendre sans délai auprès d'eux pour les informer de la situation du département, mais de transmettre provisoirement le commandement au citoyen Greffe.

« Tout cela se fit avec une telle rapidité que je n'en sus rien jusqu'à ce que le citoyen Greffe, apportant lui-même la lettre, apparut à Delémont où il se fit annoncer comme général. C'était un homme de haute taille, d'âge moyen, avec une moustache épaisse qui lui retombait sur la bouche, et vêtu, un vrai sans-culotte, d'une carmagnole de calmande et d'un pantalon de même étoffe. Son adjudant-général, un petit jeune homme fluet, était accoutré de façon un peu plus militaire, mais l'uniforme ne lui allait pas. Il portait, sans doute pour la première fois, un sabre qui lui battait constamment dans les jambes. Toux deux avaient fait le voyage avec des chevaux de culture réquisitionnés.

« Je les invitai à souper. Le général Greffe, dont toutes les manières trahissaient l'éducation la plus grossière et une ignorance crasse, se comporta de façon assez indiscrete, parla des tyrans, de la tyrannie, prouva que la République était bonne, parce qu'elle était bonne, mais évita soigneusement de dire quoi que ce soit de son passé. Son adjudant-général se renferma dans un incognito tellement strict, que je n'entendis même pas le son de sa voix. De bonne heure, le général Greffe, pris de vin, alla se coucher.

« Le lendemain matin, je partis pour Besançon. Quand j'y arrivai, Bernard de Saintes était parti pour le département du Jura. Je me rendis chez Bassal qui me tint l'édifiant discours qui voici : « Général, « si ce qu'on a pensé de toi lors de ton arrivée avait été confirmé, je « n'aurais pas donné un liard de ta tête. Tu le sais, aujourd'hui on « ne plaisante pas pour des affaires de ce genre. Cependant il nous est « arrivé de Porrentruy les témoignages les plus favorables sur ton « patriotisme, témoignages d'autant moins suspects que le succès les « a confirmés. Nous avons envoyé un rapport au Comité de salut « public, et nous te maintiendrions volontiers dans ton commandement « comme le désire l'administration du département. Mais la Société

« populaire de Besançon, qui possède à bon droit la confiance  
« du Comité de salut public et de tous les bons républicains, nous a  
« recommandé de façon très pressante le citoyen Greffe comme un  
« homme qui dans ce pays-là peut aider aux progrès de la révolution,  
« et qui en connaît tous les chemins, les sentiers et même les pierres,  
« si bien que nous ne pouvions refuser de nous conformer à son désir. »

« Contre de tels arguments, il n'y avait rien à objecter. Nous parlâmes encore quelque temps de la situation en Suisse, et nous nous séparâmes bons amis. »

A son retour à Delémont après cinq jours d'absence, Eickemeyer trouva tout changé. Schérer avait été rappelé le plus vite possible de l'armée à l'intérieur de la république, et il était déjà parti. Le général Vieusseux avait disparu, et Pichegru était arrivé de Paris pour commander le corps d'armée du Haut-Rhin. Il avait envoyé un nouveau général à Delémont en remplacement d'Eickemeyer, à qui un arrêté de Bassal et Bernard en date du 14 septembre 1793 ordonnait de se rendre à Belfort pour y prendre le commandement en chef. Les représentants disaient n'avoir envoyé le citoyen Greffe dans le Mont-Terrible que parce qu'ils avaient pensé « qu'il y était plus propre que tout autre, ayant une connaissance particulière du pays et ayant contribué à y faire la révolution », mais ils ajoutaient qu'ils n'avaient aucun sujet de plainte contre le général Eickemeyer<sup>8</sup>. Ce dernier devait établir à Belfort un camp retranché et diriger l'instruction de trois nouveaux bataillons. La mesure prise à l'instigation des jacobins de Besançon avait donc eu le résultat inattendu de lui valoir un commandement bien plus important que celui qu'il exerçait à Delémont. Il quitta cette ville moins de deux mois après son arrivée.

Il laissa d'ailleurs dans le Mont-Terrible une situation étrange, qu'explique l'intrusion constante des représentants en mission et des clubs dans l'organisation militaire. Bassal et Bernard y avaient nommé Greffe. Pichegru de son côté y avait envoyé un autre général du nom de Jacob. « C'était, dit Eickemeyer, un très beau jeune homme, et de manières agréables bien que cordonnier de son ancien état. Il avait été grenadier pendant quelques années, avait servi dans la garde nationale à Versailles et devait s'être distingué lors d'un soulèvement qui y avait eu lieu. Chaque jour il prenait auprès de son adjudant-général, fils d'un ancien président du Parlement, quelques heures de leçons de lecture et d'écriture, et n'en faisait pas mystère. » Le « général » Greffe et le « général » Jacob, également qualifiés, on le voit, se disputaient donc le commandement auquel ils avaient été nommés simul-

tanément, et comme ni l'un ni l'autre ne voulait céder, ils restèrent tous deux à leur poste jusqu'à ce qu'à la suite de négociations entre Pichegru et les représentants, Jacob fut envoyé dans le Bas-Rhin ; et Greffe resta maître de la place.

Ce singulier général, qui connaissait tous les sentiers et jusqu'aux cailloux du Mont-Terrible, y avait en effet servi quelque temps au 6<sup>e</sup> Bataillon des volontaires du Doubs. Devenu sous-officier, il avait été placé à Belfort comme garde du magasin des poudres, mais à la suite de fautes commises dans le service, et surtout à cause de son penchant à l'ivrognerie, il avait été renvoyé à son corps à Besançon. « Grâce à sa prestance martiale, à son effronterie, et à un don de la parole qu'il n'est pas rare en France de rencontrer chez des gens du reste tout à fait ignorants et de la plus basse condition, il avait réussi à se faire des partisans dans la Société populaire qui le recommanda aux députés à la Convention. Moins d'un mois après sa prise de commandement, temps pendant lequel il ne sortit presque jamais de son état d'ivresse, il donna tant de preuves de son incapacité et tant de sujets de plaintes, qu'on dut le rappeler. Mais pour sauver leur créature, les représentants l'affectèrent à la colonne mobile créée pour accompagner le tribunal révolutionnaire qui circulait dans les départements avec la guillotine. » Il réussit à se maintenir dans le Mont-Terrible jusqu'en juillet 1795 où il fut destitué pour les exactions qu'il avait commises notamment dans les Franches-Montagnes. L'année suivante, Eickemeyer devait le retrouver sous son commandement. Chef de bataillon à la 50<sup>e</sup> demi-brigade, on l'y avait préposé aux bagages ; mais avant la fin de la campagne, on dut le renvoyer dans l'intérieur à cause de ses malversations.

Quant à Eickemeyer, il resta à Belfort jusqu'à la fin de 1794. Comme l'armée française, conquérant pour la seconde fois la rive gauche du Rhin, avait mis le siège devant Mayence, il reçut l'ordre de rejoindre le corps du blocus et participa ainsi à la reprise de sa ville natale. Il continua à servir jusqu'à l'époque du Consulat où il fut mis à la retraite et s'installa avec sa famille à Gausalgesheim, près de Mayence. Il fit valoir des biens qu'il y possédait, devint maire de sa commune et occupa ses loisirs à écrire ses intéressants Mémoires. Il mourut le 9 septembre 1825.

\* \* \*

Eickemeyer ne fut pas le seul Mayençais amené à s'occuper du département du Mont-Terrible. Un mois après son arrivée à Belfort, il vit un jour le commandant de place Marcon se précipiter chez lui pour lui annoncer l'arrivée d'un commissaire du Comité de salut

public. Après un instant, en effet, ce personnage apparut, flanqué de son secrétaire. « Tous deux portaient sans doute des moustaches, mais qui étaient encore peu fournies, des bonnets rouges, des carmagnoles et des pantalons de calmande, de gros bâtons noueux et de grands sabres. Mais je reconnus aussitôt en eux... deux Mayençais, mes anciens élèves à l'Université. »<sup>9</sup>

Le commissaire, Frédéric-Charles-Joseph Haupt, était en effet né en 1772 à Mayence où son père était conseiller aulique de l'archevêque-électeur. Il faisait ses études à l'Université quand la révolution éclata. Comme son père et comme tout un groupe de Mayençais, il prit parti avec enthousiasme pour les doctrines qui de France se propageaient vers le Rhin, et quand le 21 octobre 1792 l'armée de Custine entra dans Mayence, Haupt et ses amis la reçurent en libératrice. Dès le surlendemain, ils ouvrirent un club des Jacobins qui compta bientôt 4 à 500 membres. Le jeune Haupt en fut un des membres les plus ardents, et pendant toute la durée de cette première occupation française, il travailla de toutes ses forces à préparer la réunion à la France de tous les pays rhénans. Mais lorsqu'après un long siège l'armée prussienne eut réussi à reprendre Mayence le 23 juillet 1793, les Jacobins mayençais n'eurent d'autre chance de salut que de se réfugier en France, dissimulés au milieu des troupes républicaines. Haupt gagna ainsi l'Alsace, puis Paris, où il retrouva nombre de ses amis.

Le ministre des affaires étrangères eut alors l'idée de les utiliser en choisissant parmi eux quelques-uns des agents secrets, dits Commissaires du Conseil exécutif, que le gouvernement avait commencé à envoyer dans les départements, notamment au voisinage des frontières. Ils devaient renseigner les ministres sur la situation matérielle et morale du pays, surveiller les autorités locales, agir par l'intermédiaire des clubs, organiser en somme tout un système d'espionnage et travailler à la formation de l'esprit public. C'est ainsi qu'au milieu d'octobre 1793, Haupt fut envoyé à Belfort, où ce Mayençais se vit chargé d'enseigner le patriotisme aux habitants ! Il se donna à sa tâche avec toute l'ardeur de son jacobinisme et de ses 27 ans et fut un des révolutionnaires les plus fanatiques de la ville.

Mais son horizon ne se borna pas aux limites du Haut-Rhin, et quelques jours à peine après son arrivée, il alla faire un tour dans le pays de Porrentruy « pour étudier l'esprit public, les autorités constituées et les relations du pays avec la Suisse ». C'était le moment où le représentant Bernard de Saintes venait, le 25 octobre, d'y destituer tous les « aristocrates » et de les remplacer par de vrais « sans-culottes ».

« L'esprit public, écrivit Haupt au ministre Deforgues en rentrant à Belfort, est encore plus mauvais que dans l'Alsace. Le pays appartenait autrefois à l'évêque de Basle qui a encore ses agens dans les campagnes, qui cherchent à opérer la contre-révolution. En outre tous les prêtres réfractaires, tous les conseillers et courtisans du ci-devant évêque se sont réfugiés à Neufchatel, Chauxdefonds et aux villages appartenant à la Suisse, d'où ils entrent très souvent par des sentiers et gorges connus par eux dans les villages et bourgs adjacentes du Porentrui. Ils fanatisent le paysan, et ils auroient sûrement déjà faits une seconde Vendée, si on n'avait pas étouffé les germes de la contre-révolution en dispersant les rebelles, et en les chassant dans le territoire suisse. On n'a pas assez de cavalerie dans ce pays pour empêcher les émigrés de rentrer et les malveillans de sortir par des chemins et gorges que personne ne connoit que l'habitant même. Les Suisses occupent aussi encore des pays qui étoient sous la souveraineté de l'évêque, mais qu'ils ont déclarés neutres parce qu'ils font partie de la ligue suisse, tel que l'abbaye de Bellelay, la vallée de Mouthier-Grandval et le bailliage de Bienne. Nous pourrions bien occuper ce pays, sans rompre la neutralité des Suisses, en déclarant que la République française, en conquérant les états de l'évêque de Basle, a aussi acquise les mêmes droits de souveraineté que l'évêque exerçoit autrefois dans ces pays, et que pour montrer cette souveraineté il étoit nécessaire d'occuper ces contrées, qui resteroient toujours attachées à la Ligue suisse et en conséquence neutres, et qu'elle ne pouvait pas permettre que les revenus provenant des dites États qui leur appartenait par le droit de la guerre seroient dilapidés et peut-être employés par leur ennemi l'évêque de nuire aux intérêts du peuple français. La République gagneroit alors infiniment en occupant les gorges qui dominent tout le département du Mont-Terrible et qui étants occupés ne permettroient à aucun ennemi d'attaquer la France de ce côté. » <sup>10</sup>

Situation intérieure dans « le Porrentruy », relations avec la Suisse voisine, telles sont les deux préoccupations de la politique française à cette date, et ce sont elles qui reparaissent dans toute la correspondance de Haupt. Nous n'insisterons pas ici sur le second point. Retenons seulement quelques passages d'une lettre du 6 brumaire an II — 27 octobre 1793 —, où sont proposés des moyens d'action sur lesquels Haupt ne cessa de revenir.

« La neutralité des Suisses n'est que feinte, et elle n'a pour base que leur égoïsme et le peu de moyens qu'ils ont pour pouvoir déclarer la guerre. Les magistrats, les nobles et les riches marchands sont des aristocrates décidés, qui ont à présent partout la majorité. Leur intérêt

demande de ne pas déclarer la guerre, parce que leur commerce souffriroit alors infiniment, mais ils cherchent à insulter les patriotes, à favoriser les émigrés et les puissances coalisées en leur procurant des troupes et des munitions des guerres. Ils nuisent par tout ceci infiniment plus la République que par une guerre ouverte. Le sans-culotte suisse est opprimé et il n'ose pas se montrer. Il ne s'agit ainsi que d'avoir des agens habiles pour prêcher la révolution et pour chercher à soulever le peuple contre ses oppresseurs...» Que faire donc ? Du côté de la Suisse, organiser une vaste propagande révolutionnaire en y envoyant de nombreux agents qu'Haupt se fait fort de trouver et en leur fournissant les sommes nécessaires pour soudoyer des partisans. Ensuite étendre l'occupation militaire à tout le nord du Jura jusqu'à la plaine. « Le bailliage de Bienne... n'est défendu que par dix pièces de canons et 300 hommes d'un régiment suisse du canton de Berne, qui occupe une position avantageuse au Pierre-Pertuis. Neuchâtel est dans le même cas que Bienne, parce que le roi de Prusse notre plus cruel ennemi y a un Conseil et parce qu'il exerce des droits de souveraineté. On le pourrait ainsi aussi occuper sans nuire à la neutralité. » <sup>11</sup>

Quant à l'intérieur du Mont-Terrible, Haupt incline de plus en plus vers l'emploi des mesures de rigueur, tout en recommandant aussi la plus active propagande. Le 24 brumaire — 14 novembre — il se félicite de l'établissement dans le département de huit brigades de gendarmerie nationale qui « produira le meilleur effet », car les quarante gendarmes alors présents ne pouvaient empêcher l'entrée des émigrés et des prêtres réfractaires, ni empêcher la sortie du numéraire <sup>12</sup>. Le 8 frimaire — 28 novembre — il transmet en l'approuvant pleinement une lettre du 2 frimaire — 22 novembre — écrite par l'avocat belfortain Boillot, alors vice-président de l'administration du Mont-Terrible, au président de la Société populaire de Belfort. « Tu sais que ce pays est le siège chéri du fanatisme. Cependant nous sommes décidés à lui porter le dernier coup. » : annonce de la destruction des croix, autels, statues, mobilier des églises, qui eut lieu le 25 novembre à Porrentruy, en attendant l'organisation du culte de la Raison. « Nous désirerions ensuite une petite visite de l'armée révolutionnaire pour consolider notre ouvrage. » <sup>13</sup>

Le 20 frimaire — 10 décembre —, il revient sur le même objet : « Il est, je crois, plus que jamais nécessaire d'avoir des patriotes habiles et bien prononcés dans le pays de Porrentrui, qui est rempli de fanatiques et de mauvais citoyens, et qui est encore attaché à son ancienne superstition. C'est là qu'il faut éclairer le peuple et le ramener de ses

erreurs. Mais l'armée révolutionnaire et la sainte guillotine doivent aussi opérer des merveilles dans ce pays, où les administrations et les autorités constituées sont très mal composées et presque engourdies.»<sup>14</sup> Enfin le 25 frimaire — 15 décembre — il réclame pour lutter contre le fanatisme qui augmente journallement dans le Mont-Terrible, l'envoi d'un représentant du peuple ou d'un agent du Comité de salut public chargé de s'occuper particulièrement du département, avec les pouvoirs nécessaires pour réprimer tous les abus qui s'y commettent sans cesse, c'est-à-dire tous les essais de résistance au terrorisme jacobin.<sup>13</sup>

L'activité de Haupt dans le Mont-Terrible se borna, fort heureusement, à des conseils. Elle cessa d'ailleurs bientôt, la Convention ayant, le 20 décembre, rappelé à Paris tous les commissaires du pouvoir exécutif. Haupt partit de Belfort le 22, en se vantant d'avoir rempli sa tâche « en bon républicain et sans-culotte », et d'avoir agi « avec activité, prudence et zèle ». Il avait prouvé, à Belfort surtout, qu'en effet ni l'activité ni le zèle ne lui faisaient défaut. Quand il eut à s'occuper du Mont-Terrible et de la Suisse, ce n'est point par la prudence qu'il se distingua.

\* \* \*

En même temps que le citoyen Haupt avait été envoyé à Belfort, deux autres patriotes mayençais, Blessmann et Hauser, avaient reçu une mission analogue à Huningue. Eux aussi, tout en s'occupant essentiellement du Haut-Rhin et de Bâle, s'intéressèrent au Mont-Terrible, et leurs lettres complètent sur ce point celles de leur collègue. Elles en diffèrent cependant par une plus grande modération, et si tous deux font profession de jacobinisme, c'est sous une forme moins virulente. De leur vie antérieure nous ne savons rien, sinon qu'eux aussi avaient appartenu au groupe des anciens clubistes de Mayence réfugiés plus tard à Paris.

Le 16 brumaire an II — 6 novembre 1793 —, ils se plaignent des malveillants qui mettent tout en œuvre pour influencer les campagnards sur nos frontières, comme on vient de le voir dans le Mont-Terrible. « Des hommes pervers et ennemis de la chose publique y ont parcouru plusieurs communes en assurant que rien n'était plus certain qu'une invasion prochaine de la part des Autrichiens qui viendroient occuper le ci-devant Porentrui et en chasser les français. Même ils avoient l'audace de marquer le jour auquel cela devoit s'exécuter. Les habitants en furent tellement saisis de terreur qu'ils embalèrent et mirent déjà en sûreté partie de leurs effets, croyant voir arriver l'ennemi à tout moment. Par de tels manœuvres, on tâche à inspirer la crainte au campagnard de ce département et à l'empêcher de marcher



dans le sens de la révolution ; ici y voit-on très clairement que les sentiments républicains n'ont pas encore pris trop profonde racine et que l'amour de la liberté est encore dans son berceau auprès de ces hommes qui eurent le malheur d'être gouvernés par un moine qui, d'après le système féodal, réunissait et la crosse et l'épée d'un prince de l'empire sous la même personne. » <sup>16</sup>

Le 17 brumaire — 7 novembre —, Hauser raconte qu'étant allé à Bâle, de nombreux amis lui ont « indiqué le fil d'une conspiration qu'on forme dans le Porentrui, dont plusieurs communes ont envoyés des députés à l'ambassadeur autrichien à Basle pour demander des secours ». Il cherchera, dit-il, à découvrir les coupables, mais le fait que sa correspondance ultérieure reste muette sur ce point montre qu'il ne trouva rien, peut-être parce qu'il n'y avait rien <sup>17</sup>. Ecrivant à un de ses amis à Paris le 16 frimaire — 6 décembre —, il se borne à noter que « les habitans du Mont-Terrible, en général peu inclinés pour la révolution, sont infiniment travaillés par les malveillans, qu'on cherche à y semer et faire naître des troubles », mais sans apporter aucun fait précis. <sup>18</sup>

Plus net est un rapport de Blessmann du 20 frimaire — 10 décembre —, à la suite d'une enquête demandée par Hérault de Séchelles en mission dans le Haut-Rhin. Examinant la situation dans le Mont-Terrible, il parle d'abord — à tout seigneur tout honneur ! — du général qui y commande, ce Greffe que les « sans-culottes » de Besançon avaient imposé comme successeur à Eickemeyer <sup>19</sup>. « Le département du Mont-Terrible demande un général qui possède les talens plus que médiocres, tandis que ce pays nous offre les plus grands avantages pour empêcher une irruption de l'ennemi. Il faut que le général ait les connaissances militaires nécessaires pour profiter des avantages et principalement pour exécuter les plans qui doivent exister à cet égard entre le commandant du Mont-Terrible et celui de l'armée du Haut-Rhin. Il faudroit que le premier eût connaissance des deux langues, vu que ses devoirs lui imposent et d'arrêter l'ennemi du dehors, et de retenir les mouvemens des malveillans et fanatiques de l'intérieur. Il faudroit que le général soit doté des connoissances pour sçavoir ménager les différens inconvéniens qui résulte et du voisinage de la Suisse et de la neutralité avec ce pays. Il faudroit qu'il possède la confiance la plus grande, vû que le Mont-Terrible est le pays où l'ennemi pourroit être le mieux favorisé par les habitans. De tous ces réquisites le général actuel de ce département en doit manquer, à ce qu'on dit, presque absolument. Il n'a ni les connoissances militaires, n'étant que quelques ans simple soldat dans un régiment pendant la

paix ; la plus grande partie de sa vie étoit-il caffetier. A l'époque de la révolution il se prêta à prêcher l'évangile de la liberté dans ce département. Ensuite nommé garde magasin à Belfort, place à laquelle ordinairement étoit employé un caporal, il s'en acquitta avec peu d'attention. La Société populaire à Besançon le proposa enfin pour commandant de ce pays, croyant qu'un homme qui avoit fait l'apôtre y seroit par conséquent le plus habile général. Il passa son temps, à ce qu'on dit, avec la bouteille et ses affaires vont par les mains d'un certain Marco, adjoint à l'état-major, homme qui n'est pas tout à fait sans reproche. »

Et voilà complété et confirmé, non sans esprit et sans malice, le portrait tracé par Eickemeyer du singulier général qui commandait dans le Mont-Terrible, en un temps où il suffisait de savoir pérorer dans les clubs contre les aristocrates et les fanatiques pour se voir confier les missions les plus délicates.

Quant à l'administration civile, Blessmann signale la présence dans les directoires des districts de plusieurs personnes qui étaient naguère au service du ci-devant prince : « La conduite de la plus grande partie de ceux-ci est telle... qu'ils ne veulent faire tort ni à l'une ni à l'autre partie. » Cependant il y avait aussi plusieurs « patriotes prononcés », tels à Delémont Bennot, procureur-syndic, Helg, médecin et membre du District, et le président Kœtsch (Kœtschet ?). Il en était de même à Porrentruy pour Rengguer, procureur-syndic et Lémane, membre du Département. Clerget, président du Mont-Terrible, ci-devant membre de l'Assemblée constituante, est un « homme de politique » qui tâche de gagner les deux partis. Enfin Moreau, président du tribunal criminel, est un « patriote un peu modéré », mais qui jouit de la confiance du pays entier.

Pour « faire marcher » ce département « très fanatique et couvert de ténèbres, il faudrait y faire une tournée à l'incognito pour découvrir à l'aide des patriotes instruits la source des maux ». Mais il faudrait « procéder avec circonspection », et c'est là la différence essentielle entre l'attitude de l'équipe Blessmann-Hauser et celle du sans-culotte Haupt.<sup>20</sup>

Elle se marque aussi en ce qui concerne la question religieuse. Tandis que Haupt, après avoir été l'un des instigateurs des scènes scandaleuses qui avaient eu lieu lors du sac de l'église Saint-Christophe de Belfort, applaudissait aux efforts de Boillot et de ses amis dévastant à leur tour les sanctuaires de Porrentruy, Blessmann écrivait le 29 frimaire — 19 décembre — : « La réforme que l'on croyoit devoir faire dans le culte et laquelle on voulut exécuter dans le Mont-

Terrible, a produit, à ce qu'on dit, quelques troubles occasionnés de la manière extravagante avec laquelle on a délabré les églises, de sorte que les campagnards, plus fanatiques dans ce département qu'ailleurs, se sont attrouppés et que la Société populaire de Porrentru se voyait forcée de planter des canons devant l'endroit de leurs séances. Selon les renseignements que j'ai sur le Mont-Terrible, il me semble que les environs sont peu propres pour de telles réformes. »<sup>21</sup> Il y a loin de ce langage mesuré aux appels à l'armée révolutionnaire et à la « sainte guillotine » que nous avons trouvés sous la plume de Haupt.

Tels sont les quatre patriotes mayençais réfugiés en France qui, par une singulière rencontre, apparaissent incidemment dans le Mont-Terrible au cours de l'automne 1793. Défenseurs de la même cause, ils ont, nous avons essayé de le montrer par leur propre témoignage, employé des moyens différents, dictés par leur passé, leur âge et leur caractère. Peut-être le récit de leurs efforts permettra-t-il de mieux comprendre un moment critique, mais encore insuffisamment étudié, de l'histoire jurassienne.

## NOTES

- 1 Casimir Folletête : *Rapports de l'émissaire bernois (Bischof) dans l'Evêché. Porrentruy*, 1898, p. 14.
- 2 L'abbé Daucourt, dans son *Histoire de la Ville de Delémont*, Porrentruy, 1901, p. 500, ne fait que le mentionner d'après Bischof. Il en est de même dans les notes dont il accompagne sa publication des *Mémoires de Messire Clémenton*, Porrentruy, 1901, où il l'appelle tantôt Eckmeyer, tantôt Eckmuller, p. 19 et 20.
- 3 *Denkwürdigkeiten des Generals Eickemeyer...* herausgegeben von Heinrich Kœnig, Frankfurt a. M. 1845.
- 4 Arthur Chuquet : *L'expédition de Custine*. Paris, p. 80 et suiv.
- 5 *Journal de François-Joseph Guélat*. Delémont, 1906, p. 175 et suiv. — A. Daucourt : *Mémoires de Claude-Joseph Verdat*, Porrentruy, 1901, p. 67 à 69, et : *Mémoires de Messire Clémenton*, déjà cités, ainsi que Folletête : *Rapports de l'émissaire bernois*. Parmi les historiens, mentionnons Quiquerez : *Histoire de la révolution dans l'évêché de Bâle, Actes de la Société jurassienne d'émulation*, 1880, et Daucourt : *Histoire de la Ville de Delémont*. — G. Gautherot : *Le Département du Mont-Terrible*, Paris, 1908, insiste surtout sur les intrigues des émigrés et des partisans de l'ancien régime. Je n'ai pu avoir connaissance d'une étude de C. Folletête parue au tome XX de la *Revue de la Suisse catholique* et citée par Gautherot.
- 6 *Denkwürdigkeiten*, p. 204 à 208. — Nous donnons ici la traduction littérale de larges extraits de ce livre, très rare, et qui semble être resté inconnu aussi bien dans le Jura qu'à Belfort.
- 7 *Denkwürdigkeiten*, p. 211 à 219. — L'auteur déforme ou confond souvent les noms des personnes dont il parle écrivant par exemple *Pascal* au lieu de *Bassal*, *Rey* au lieu de *Greffe*. Nous rétablissons les noms véritables.
- 8 Henri Bardy : *Belfort sous le régime de la Terreur*. *Revue d'Alsace*, 1867, p. 559.

- 9 *Denkwürdigkeiten*, p. 223.
- 10 Archives du Ministère des Affaires étrangères à Paris (AAE) France, vol. 332, f. 11. — Les lettres de Haupt sont écrites en français, dans une langue assez correcte d'ailleurs pour un Allemand qui n'avait vécu à Paris que quelques mois.
- 11 AAE. vol. 332, f. 106.
- 12 AAE. vol. 325, f. 128.
- 13 AAE. vol. 331, f. 199.
- 14 AAE. vol. 328, f. 158.
- 15 AAE. vol. 328, f. 274.
- 16 AAE. vol. 332, f. 261. — Lettre signée de Blessmann et Hauser, qui écrivent en français, eux aussi.
- 17 AAE. vol. 332, f. 269.
- 18 AAE. vol. 328, f. 62.
- 19 Blessmann le nomme *Grève*, comme il dira *Rinker* pour Rengguer, *Lehmann* pour Lémane, *Clergé* pour Clerget, *Clémont* pour Delémont, etc.
- 20 AAE. vol. 328, f. 145.
- 21 AAE. vol. 330, f. 46.

